

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

-----  
MINISTERE DES TRANSPORTS

-----  
COMMISSION DE PASSATION  
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE - WORK - FATHERLAND

-----  
MINISTRY OF TRANSPORTS

-----  
TENDER BOARD COMMITTEE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**  
**N.0.0.5.179/NO/MINT/CIPM/2019 POUR LA FOURNITURE DES**  
**RADARS POUVANT ETRE EMBARQUES DANS LES VEHICULES AU**  
**MINISTERE DES TRANSPORTS ( EN PROCEDURE D'URGENCE)**

\*\*\*\*\*

**FINANCEMENT : Fonds Routier, Exercice : 2019**

**Article 1:Objet**

Dans le cadre du renforcement des équipements de surveillance routière, Le Ministre des Transports lance un Appel d'Offres International Ouvert pour la fourniture des radars pouvant être embarqués dans les véhicules destinés aux campagnes de prévention routière et ayant pour mission de :

1. réduire progressivement les excès de vitesse comme cause des accidents de la route;
2. disposer des solutions capables d'exercer une forte capacité de dissuasion sur les conducteurs et renforcer le respect des vitesses réglementaires,

**Article 2: Consistance des prestations**

Les prestations du présent Appel d'Offres comprennent :

1. la fourniture de cinq (05) radars de contrôle de vitesse des véhicules pouvant être embarqués dans les véhicules de type mobile-mobile destinés aux campagnes de prévention routière ;
2. la formation de trente (30) agents du Ministère des Transports à l'utilisation des radars et logiciels de traitement des données relatives aux vitesses des véhicules ;
3. la fourniture des accessoires de traitement, de stockage et de diffusion des données.

**Article 3 : Délai de livraison**

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'ouvrage est fixé à **six (06) mois** à compter de la date de notification de l'ordre de service de livrer les fournitures.

**Article 4 : allotissement**

Les prestations objet de cette consultation sont en un **(01) lot unique.**

**Article 5: coût prévisionnel**



Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cent quatre-vingt-cinq millions (185 000 000) francs CFA Toutes Taxes Comprises.

#### Article 6: Financement

Les prestations objets du présent appel d'offres sont financées par le Fonds Routier, Exercice : 2019

#### Article 7: Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les opérateurs économiques nationaux justifiant des compétences avérées dans les domaines de la fourniture des équipements similaires et de la formation du personnel d'entreprises.

#### Article 8 : Consultation du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré aux heures ouvrables au Ministère des Transports, au Service des Marchés (porte C 120), Tél. 222 23 31 73, dès publication du présent avis.

#### Article 9 : Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré aux heures ouvrables au service des Marchés porte (C 120) du Ministère des Transports, dès publication du présent avis, et sur présentation d'une quittance de versement au trésor public d'une somme non remboursable 100 000 (cent mille) Francs CFA.

#### Article 10 : Remise des offres

Chaque offre paraphée, rédigée en français ou en anglais en sept (06) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies marquées comme telles, seront déposées au service des Marchés porte (C 120) du Ministère des Transports, au plus tard le ..... 18 NOV 2019 ..... 2019 à 13 heures et devront porter la mention :

00005  
N° ..... /AONO/MINT/CIPM/2019  
« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT  
POUR LA FOURNITURE DES RADARS POUVANT  
ETRE EMBARQUES DANS LES VEHICULES AU MINISTERE DES TRANSPORTS

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

#### Article 11: Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque ou un organisme financiers de 1er rang agréé par le Ministre en charge des finances, et d'un montant de trois millions sept cent mille (3 700 000) francs CFA et valable pendant quatre-vingt-dix (90) jours au-delà de la date de validité des offres.

Sous peine de rejet, toutes les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet ou Sous-préfet). Elles devront



obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établis postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du dossier d'appel d'offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque et organisme financiers de 1er rang le agréés par le Ministère chargé des Finances autorisés à émettre des cautions et dont la liste figure à la pièce 12 du DAO ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

#### **Article 12: Ouverture des plis**

8 NOV 2019

L'ouverture des plis se fera en un temps le ..... 2019, à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère des Transports, siégeant en présence des Soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

#### **Article 13 : Evaluation des offres**

##### **13-1 Principaux critères éliminatoires**

Les offres ne satisfaisant pas aux critères ci-après seront automatiquement éliminées :

1. absence ou non-conformité du dossier administratif après épuisement du moratoire de 48 heures;
2. absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres
3. Fausse déclaration ;
4. Absence de l'engagement sur l'honneur de n'avoir jamais abandonné un marché public
5. Non présentation du certificat d'origine du matériel ;
6. Non présentation des prospectus détaillant les caractéristiques du produit à fournir ;
7. Absence d'un agrément d'importation et de réparation des appareils de mesure de type radar et le certificat d'homologation délivré par le Ministère en charge du commerce au Cameroun, conformément à l'article 20.1 a de la loi n°2004 /002 du 21 avril 2004 régissant la métrologie légale au Cameroun ;
8. Absence de l'autorisation du fabricant ou de l'agrément de distributeur délivré par le fabricant ;
9. Absence d'une preuve d'avoir déjà livré des appareils de type radars de contrôle à un organisme gouvernemental dont la valeur du marché équivaut à au moins 100 (cent millions) de francs CFA TTC au cours des 3 dernières années ;
10. Non satisfaction à toutes les spécifications techniques majeures identifiées par l'écriture en gras;
11. Non satisfaction d'au moins cinq sur sept (5/7) des critères essentiels

##### **13-2 Principaux critères de qualification**

La notation des critères essentiels ci-après se fera suivant le mode binaire en attribuant à chaque critère la valeur positive (oui) ou la valeur négative (non) :

| N° | Critères essentiels  | Notation |
|----|--|----------|
| 1  | Présentation de l'offre : respect ordre agencement des pièces et chaque offre séparée par des intercalaires de couleur   | oui/non  |
| 2  | Conformité des caractéristiques du radar proposé   | oui/non  |
| 3  | Formation à l'utilisation du radar proposé   | oui/non  |
| 4  | Expériences et références du prestataire : Avoir réalisé au moins deux (02) marchés de fourniture dans le domaine des appareils de type radar au cours des cinq dernières années | oui/non  |
| 5  | Service après-vente : (assurer la disponibilité des pièces de rechange et du personnel technique nécessaire pour l'installation et la maintenance)                               | oui/non  |
| 6  | Délai de livraison inférieur ou égal à six (06) mois   | oui/non  |
| 7  | CCAP et CCTP paraphés à toutes les pages et signés à la dernière page assortie de la mention « lu et approuvé »  | Oui/non  |

**NB : seuls les soumissionnaires qui auront satisfait à au moins 5 sur 7 des critères essentiels majeurs tels que définis dans les CCTP seront jugés techniquement qualifiés et admis à l'analyse financière.**

#### Article 14 : attribution

Le Marché sera attribué au soumissionnaire ayant satisfait à tous les critères éliminatoires et dont l'offre administrative, technique et financière sera évaluée la globalement la plus satisfaisante.

#### Article 15 : Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur Offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### Article 16 : Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique, peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère des Transports Service des Marchés du MINT, Porte C120, TEL : 222 22 31 73

#### Article 17 : Dénonciation

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un sms au MINMAP aux numéros suivant : 673 20 57 25/ 699 37 07 48

Yaoundé, le 23 OCT 2019

#### Ampliations

- MINMAP (pour information)
- MINT (pour archive)
- ARMP (pour publication et archivage)
- Affichage (pour information)



Ministre Jean Ernest Ndjongo

REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE -WORK- FATHERLAND

-----  
MINISTRY OF TRANSPORT

-----  
TENDERS BOARD

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL-PATRIE-

-----  
MINISTÈRE DES TRANSPORTS

-----  
COMMISSION DE PASSATION DE MARCHÉS

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER**  
**No. 000.0.5.11/000/MINT/CIPM/2019 FOR THE**  
**PROVISION OF RADARS TO BE TRANSPORTED ON**  
**BOARD VEHICLES IN THE MINISTRY OF TRANSPORT (IN**  
**EMERGENCY PROCEDURE)**

\*\*\*\*\*

**FINANCING: Road Fund, Financial Year: 2019**

**Article 1: Subject**

In a bid to strengthen road monitoring equipment, the Minister of Transport hereby launches an open national invitation to tender for the provision of radars to be transported on board vehicles used for road safety campaigns and aiming to:

3. Reduce over speeding as a cause of road accidents;
4. Provide solutions to strongly dissuade drivers and strengthen compliance with speed-related regulations,

**Article.2: Nature of services**

Services under this invitation to tender shall include:

4. The provision of five (05) vehicle speed check radars to be transported in mobile-type vehicles used for road safety campaigns;
5. Training of thirty (30) agents of the Ministry of Transport in the use of radars and software processing data related to vehicle speeding;
6. Provision of processing devices for data processing, storage and dissemination.

**Article 3: Delivery deadline**

The maximum deadline provided for by the Contracting Authority shall be six (06) months as from the date of notification of the service order to supply the equipment.

**Article 4: Allotment**

Services under this invitation to tender shall be provided in a single (01) lot.

**Article 5: Provisional cost**

At the end of preliminary studies, the provisional cost for this operation stands at one hundred and eighty five million (185 000 000) CFA francs tax inclusive.

#### **Article 6: Financing**

Services under this invitation to tender shall be financed by the Road Fund, Financial Year: 2019

#### **Article 7: Participation**

Participation in this invitation to tender shall be open to all national economic operators with proven experience in the provision of similar equipment and training of company staff.

#### **Article 8: Consultation of tender file**

Tender files may be consulted and withdrawn during working hours in the Ministry of Transport, Contracts Service (Room C120), Tel. 222 23 31 73, upon publication of this notice.

#### **Article 9: Acquisition of tender file**

Tender files may be consulted and withdrawn during working hours in the Ministry of Transport, Contracts Service (Room C120), Tel. 222 23 31 73, upon publication of this notice and presentation of a receipt attesting to the payment of the sum of **one hundred thousand (100 000) CFA Francs** to the Public Treasury.

#### **Article 10: Submission of bids**

Each Bid drafted in English or French in six (06) copies including one (1) original copy and five (5) duplicates labelled as such, shall be submitted to the Contracts Service of the Ministry of Transport Room (C120) no later than----- 2019 at 1:00 pm and shall be labelled: **18 NOV 2019**

**00005** OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER  
No. .... /AONO/MINT/CIPM/2019 FOR THE PROVISION OF RADARS TO BE  
TRANSPORTED ON BOARD VEHICLES IN THE MINISTRY OF TRANSPORT:

**"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION".**

#### **Article.11: Admissibility of Bids**

Each bidder shall enclose in his administrative documents, a bid bond drafted by a first rate bank or financial institution approved by the Ministry in charge of Finance, amounting to **three million seven hundred thousand (3,700,000) CFA Francs** and valid for ninety (90) day beyond the date of bids validity.

Under pain of rejection, the other required administrative documents must be provided in original copies or certified true copies by the issuing service or an administrative authority (D.O. or S.D.O). They shall be less than three (03) months before the original date of bids submission or have been drafted after the date of signature of the invitation to tender.



Any offer not complying with tender file specifications shall be declared inadmissible. Notably the absence of a bid bond issued by a first rate bank or financial institution approved by the Ministry in charge of Finance, authorized to issue bid bonds and whose list features in Document 12 of the tender file or non compliance with tender file models, shall lead to outright rejection of bid.

**Article.12: Opening of bids**

The opening of bids shall take place in a single phase on.....2019, at 2 pm by the Internal Tenders Board, in the presence of bidders or their duly mandated representatives having sound knowledge of the bid under their responsibility.

18 NOV 2019

**Article.13: Evaluation of bids**

**13-1 Main eliminatory criteria**

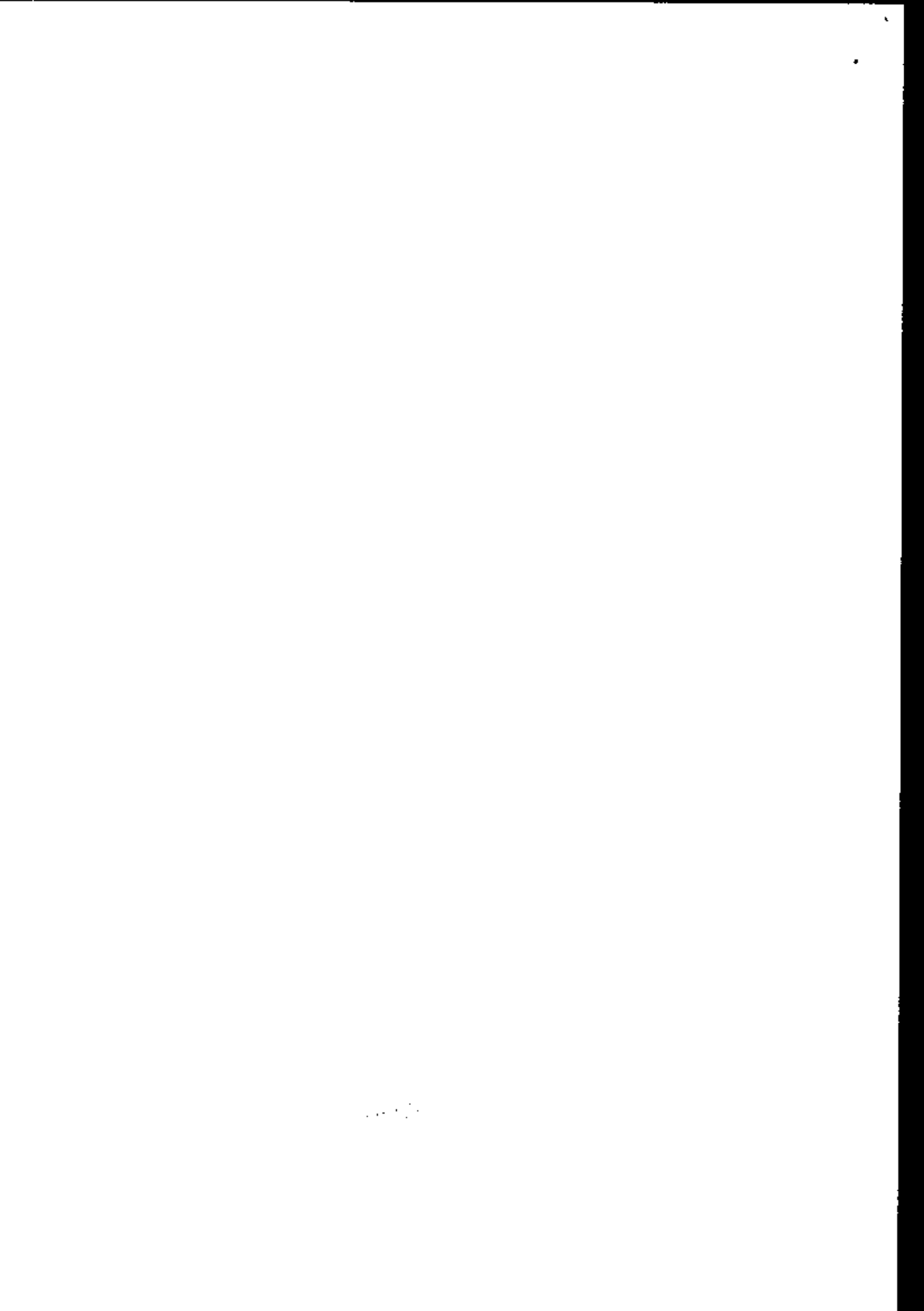
Bids not complying with the following criteria shall be automatically rejected:

- 12. Absence or non compliance of administrative file after expiration of the 48hour-moratorium;
- 13. Absence of a bid bond at the opening of bids
- 14. False declaration;
- 15. Absence of solemn undertaking to have never left a public contract.
- 16. Absence of the certificate of origin of equipment;
- 17. Absence of leaflets presenting the characteristics of the product to be supplied;
- 18. Absence of a licence to import and repair radar-type measuring equipment and approval certificate issued by the Ministry in charge of Commerce in Cameroon, in accordance with Article 20.1 a of Law No. 2004/002 of 21 April 2004, governing legal metrology in Cameroon;
- 19. Absence of authorization or distributor licence issued by the manufacturer;
- 20. Absence of proof to have delivered speed check radar-type equipment to a government institution and whose contract amounted to at least 100 (one hundred) million CFA Francs Tax inclusive for the last three years;
- 21. Non compliance with all the major technical specifications written in bold character;
- 22. Non compliance with at least five out of 7 (5/7) of the main criteria

**13-2 Main qualification criteria**

Main criteria shall be marked following the binary method granting to each criterion the positive value (Yes) or the negative one (No):

| No. | 13.2 Main criteria  | Marking |
|-----|---|---------|
| 1   | Presentation of bid: compliance with the order of arrangement of documents and each file separated by colored spacers | Yes/No  |
| 2   | Compliance with the characteristics of suggested radar  | Yes/No  |
| 3   | Training on the use of suggested radar  | Yes/No  |
| 4   | Bidder's experience and credentials: To have been   | Yes/No  |



|   |   |        |
|---|---|--------|
|   | awarded at least (02) contracts for the provision of radar-type equipment for the past five years                             |        |
| 5 | After-sales service : (Ensure the availability of spare parts and necessary technical staff for installation and maintenance) | Yes/No |
| 6 | Delivery deadline below or equal to six (06) months   | Yes/No |
| 7 | CCAP and CCTP initialled in all the pages and signed on the last page bearing the mention "Read and approved"                 | Yes/No |

**NB: Only bidders complying with at least 5 out of the 7 major essential criteria as prescribed in the CCTP shall be declared technically qualified and admissible for financial analysis.**

**Article 14: Participation**

The contract shall be awarded to the bidder who met all the eliminatory criteria and whose administrative, technical and financial offer would have been assessed as the most compliant.

**Article.15: Validity of bids**

Bidders remain bound to their bids for 90 (ninety) days as from the deadline set for the submission of bids.

**Article.16: Additional information**

Additional information may be consulted during working hours in the Department of General Affairs/Contracts Service of MINT, Room C120, Tel: 222 22 31 73

**Article.17: Denunciation**

For any act of corruption, please call or send a text message to MINMAP on the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaounde, 23 OCT 2019

THE MINISTER OF TRANSPORT

Copies :

- MINMAP (for information)
- MINT (for archives)
- ARMP (for publication and archiving)
- Notice board (for information)



*[Handwritten signature]*  
 Jean Ernest Masséna

